

### *Les crédits*

Jean Doré, c'est le maire de Québec, M. Pelletier et le nouveau maire tout juste élu, M. . .

**Une voix:** M. L'Allier.

**M. Ouellet:** . . . M. L'Allier, merci, Jean-Paul L'Allier, qui était en compagnie du maire Pelletier à Ottawa cette semaine pour faire des représentations en faveur du moratoire. C'est le maire de Trois-Rivières. Ce sont les conseils municipaux de quelque 300 villes et municipalités de la province de Québec. Ce sont une vingtaine de Chambres de commerce de la province de Québec qui font également cette demande et ce sont bien sûr le Front commun des syndicats du rail-FTQ, tous ces employés du rail qui se sentent menacés par cette décision du gouvernement.

Enfin, la FTQ, qui a créé ce Front commun des syndicats du rail, émettait récemment un communiqué qui disait, et je cite: «La récente décision du gouvernement conservateur entraînera la perte de plus de 10 000 emplois dans la province de Québec. Le démantèlement de l'industrie ferroviaire au Québec sera un désastre économique et social.»

Donc, le ministre prétend que ce sont quelque 600 emplois à Montréal qui sont en danger. Ce qu'il oublie, c'est que partout où la compagnie VIA Rail assure des services, il y a non seulement des emplois directs qui sont en cause, mais aussi des emplois indirects de petites entreprises, de petits commerçants qui vivent indirectement de la présence d'un service de transport par train-voyageurs dans l'ensemble du territoire. Et quand on sacrifie ainsi un des moyens de transport les moins polluants, les moins dispendieux et les plus sûrs, on se demande vraiment quelles sont les priorités du gouvernement conservateur.

À toutes sauces, le premier ministre et le nouveau ministre de l'Environnement (MM. Mulroney et Bouchard) nous font accroire que l'environnement est devenu une grande priorité du gouvernement conservateur. Or, voici le mode de transport le plus sûr et le moins nuisible sur le plan de l'environnement qui est sacrifié par le ministre des Transports! On se demanderait si la main gauche sait vraiment ce que la main droite est en train de faire.

Je demande donc à nouveau au gouvernement et en particulier au ministre des Transports qui vient de la province de Québec de revenir sur cette décision et d'accepter qu'un moratoire d'une année existe afin que la table de concertation du gouvernement du Québec, que la Commission royale d'enquête et surtout que le Comité permanent des transports puissent tenir des audiences, effectuer des travaux et faire des recommandations d'en-

semble pour le transport des voyageurs au Canada. Il m'apparaît évident que les chemins de fer sont un complément direct des aéroports, des avions.

Quand le ministre dit qu'il ne veut pas continuer à subventionner le transport ferroviaire, il devrait comprendre qu'en fait tous les modes de transport au Canada sont subventionnés. Qui paie pour la construction des aéroports? Qui paie pour la construction des routes? Qui paie pour la construction des ports de mer? Ce sont évidemment les gouvernements qui paient pour ces infrastructures. Par conséquent, les gouvernements, aussi bien fédéral que provinciaux, subventionnent largement les modes de transport au Canada. Je dis au ministre des Transports: Les chemins de fer, c'est votre responsabilité, c'est à vous d'assumer la note qui doit être assumée pour maintenir un service de trains-voyageurs, car dans tous les pays du monde il y a des trains-voyageurs qui sont subventionnés par l'État, les plus modernes, les plus spacieux comme ceux de France ou du Japon. L'État français et le gouvernement japonais subventionnent les trains-voyageurs dans ces pays. Donc, c'est tout à fait naturel que le public canadien s'attende à avoir un transport par train-voyageurs qui soit subventionné. C'est impossible de permettre à ces compagnies de faire des profits, pas avec l'étendue du territoire canadien que nous avons, et avec une population aussi parsemée que celle que nous avons.

Il est évident que le gouvernement du Canada doit assumer ses responsabilités, et payer une partie de la note pour subventionner ce transport de voyageurs par train. D'autant plus que ceux qui seront pénalisés sont les gens les moins favorisés, souvent des personnes handicapées qui ne peuvent pas voyager par un autre moyen que par le train, car il est très difficile pour un handicapé de prendre l'avion, ou même de prendre l'autobus. Ce sont aussi les jeunes, ceux qui ont le moins de revenus, et qui veulent visiter, voir ce pays, le découvrir, au moment où on a des premiers ministres qui parlent présentement d'unité canadienne. Y a-t-il un moyen plus approprié d'aider à la promotion de l'unité canadienne que de permettre aux Canadiens de voyager d'un endroit à l'autre au Canada, et c'est évident que le train est le moyen de transport le moins onéreux, le plus facile pour les étudiants. Or, le gouvernement est en train de vouloir saborder ce plan qui permettait justement, pendant les périodes de vacances, à des jeunes Canadiens de voyager d'un endroit à l'autre à travers le pays. Ce sont aussi les gens des régions les plus éloignées qui sont les plus maltraités, les plus visés par ce programme de coupures du gouvernement. Parce que dans bien des régions éloignées du Canada, c'est